

Aux capitalistes de payer les conséquences de l'épidémie, pas aux travailleurs !

L'agent (Covid-19) et le moment (décembre 2019) de l'épidémie actuelle ne pouvaient être prévus mais un tel phénomène était tout aussi inévitable que les crises dans la vie du capitalisme. Plusieurs travaux scientifiques documentés sur les virus émergents et les risques de pandémie ont tenté d'avertir depuis plusieurs années. En vain.

N'en déplaise à Trump, le nouveau coronavirus n'est pas chinois. Il est né de la nature, ce qui illustre la dialectique matérialiste (Karl Marx, 1845) et les lois de l'évolution biologique (Charles Darwin, 1859). Il a contaminé l'espèce humaine à cause des rapports de production mondiaux basés sur la propriété privée des moyens de production et la recherche du profit. En effet, le capitalisme en déclin détériore l'environnement et modifie les rapports avec les espèces domestiques et la faune sauvage à une échelle inédite. Cela facilite les mutations de souches de bactéries résistant aux médicaments antibiotiques et l'apparition de nouveaux virus qui s'en prennent aux humains comme le Covid-19, Ébola, les SARS-Cov, l'hépatite E, la Nipah... (voir David Quammen, *Spillover, Animal Infections and the Next Human Pandemic*, 2012 ; Rob Wallace, *Big Farms Make Big Flu*, 2016...).

L'épidémie de coronavirus a précipité en mars une nouvelle crise capitaliste mondiale qui a mis fin à une phase d'accumulation du capital (2009-2020). La récession était annoncée par le ralentissement de la croissance mondiale et la baisse, dès fin 2019, des échanges internationaux de biens. Elle a débuté comme une crise financière, s'est poursuivie avec une baisse du cours du pétrole puis l'affaissement de la production industrielle et des services productifs de marchandises. La crise économique se serait inévitablement produite en 2020, mais elle est aggravée par la pandémie. Le PIB mondial est en train de s'effondrer.

La classe dominante est incapable de préparer la société à des catastrophes climatiques et sanitaires. Quand son État est contraint d'y faire face, il se révèle peu compétent et il continue à agir au détriment de la majorité de la population.

À un pôle du système impérialiste mondial, les pays dominés n'ont guère de systèmes publics de santé. Seule la bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie ont accès à des soins de qualité. Mais, à l'autre pôle, les pays impérialistes (Chine, Italie, Espagne, France, Grande-Bretagne, États-Unis...) n'avaient pas préparé les stocks de masques et de respirateurs, à l'exception de la Corée, qui avait souffert particulièrement des

épidémies du SRAS en 2003 et du MERS en 2015. Dans les décennies antérieures, soit à cause de la contre-offensive réactionnaire de la bourgeoisie des pays avancés contre les acquis sociaux, soit à cause de la restauration du capitalisme (Chine, Russie...), les systèmes publics de santé ont été délibérément étranglés et affaiblis. Les gouvernements, et pas seulement Johnson, Trump ou Bolsonaro, n'ont même pas profité du décalage entre le début de la pandémie en Chine et la contagion à leur propre population pour préparer le choc sanitaire, constituer des stocks d'équipements et réorienter la production industrielle à cette fin.

Par conséquent, les populations ont payé de milliers de morts l'imprévoyance des États bourgeois et l'improvisation des gouvernements. Faute de moyens de traitement (des respirateurs), de dépistage (des tests) et de prévention adaptés (des lotions hydro-alcooliques, des blouses, des masques), les États ont recouru à la mesure la plus contraignante et la plus autoritaire, la plus nuisible à la vie sociale, la plus inégalitaire entre les classes sociales, le confinement généralisé de la population à son domicile.

D'une part, une partie du prolétariat a été quand même contrainte de travailler par dérogation au confinement : travailleurs de la santé, du transport, du ramassage des ordures, du commerce alimentaire... parfois, surtout au début de l'épidémie, sans

aucun équipement. D'autre part, la plupart des travailleurs du secteur informel des pays dominés ne peut pas s'arrêter de travailler sous peine de mourir de faim. Parmi les confinés, il n'y a aucune égalité. Certains ont des logements sains, spacieux et connectés ; d'autres souffrent de l'inconfort, de la promiscuité, voire de l'insalubrité. Dans les camps de réfugiés, les bidonvilles, les maisons de retraite, les prisons... la distanciation sociale n'est guère praticable.

La combinaison de la crise du capitalisme et de la pandémie conduit à la faillite de millions de travailleurs indépendants et au chômage de centaines de millions de salariés. Pendant ce temps, chaque État (parlement, gouvernement, banque centrale) déverse l'argent à ses groupes capitalistes pour qu'ils survivent à la crise et concurrencent les autres lors de la reprise : 8 000 milliards de dollars dans le monde selon le FMI au 9 avril, dont 3 000 milliards de dollars aux États-Unis, 1 100 milliards d'euros en Allemagne, l'équivalent de 150 milliards de dollars en Chine, l'équivalent de 475 milliards d'euros en Grande-Bretagne, etc. Cela s'accompagne d'un regain de protectionnisme, jusqu'à des

REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Derrière l'épidémie la guerre de classe

Éditorial p. 2
Pourquoi nous avons perdu sur les retraites p. 7
Le « séparatisme » : la discrimination à la française p. 8
LD, l'armée et la police p. 10
Face à la crise combinée de la santé publique et de l'économie capitaliste p. 11
La pandémie a précipité la crise économique p. 13
8 mars, journée internationale des femmes travailleuses p. 16
Espagne : Podemos entre au gouvernement p. 17
Autriche : Die Grünen entrent au gouvernement p. 18
Irlande : Sinn Féin veut entrer au gouvernement p. 19
Algérie : pour une issue révolutionnaire au Hirak p. 21
Turquie & Syrie : escalade de la guerre à Klibb p. 24
Palestine : le nouveau plan de l'impérialisme américain p. 25
Retrait du projet LPPR contre les travailleurs de la recherche I p. 28

n° 39 avril 2020 2 euros

prétentions réactionnaires d'autarcie (un vieux mythe fasciste, parfois présenté comme une « transition écologique »).

Dans les pays les plus touchés par l'épidémie de coronavirus, tout le monde a pu mesurer que sont superflus les capitalistes (patrons de PME, managers des grands groupes, actionnaires...) et que sont indispensables certains travailleurs indépendants (aides à domicile des personnes âgées...) et surtout de nombreux salariés (soignants, électriciens, postiers, conducteurs des transports publics, chauffeurs routiers ...), en particulier les moins considérés et les moins rémunérés (éboueurs, caissières, agents d'entretien des hôpitaux...). Comme à chaque catastrophe, une partie de la population a manifesté de la solidarité et de l'altruisme, soit en se dévouant au travail indispensable, soit bénévolement par une aide volontaire aux hôpitaux, aux voisins, aux vieillards, etc. ce qui esquisse la société communiste future.

À l'opposé, la défense par chaque État de la propriété privée des moyens de production et la rivalité entre eux ont entravé la coopération internationale, la coordination et la répartition rationnelle des soins, des équipements, des produits, de la recherche de traitements et de moyens de prévention (tests, vaccins...). Pour chaque État bourgeois, la crise sanitaire et économique est l'occasion de tenter de renforcer le nationalisme, de restreindre les libertés, de mettre en cause le droit du travail, de conférer plus de pouvoirs à la police et à l'armée. De nombreux dirigeants politiques ont osé désigner comme responsables de l'épidémie, l'OMS, un autre pays, les migrants. Certains en ont profité pour mettre en congé leur parlement (Hongrie). Plus d'un gouvernement a réussi à faire oublier ses politiques criminelles : mise en danger des migrants à la frontière américaine ou à celles de l'Union européenne, crimes de guerre en Syrie, pogroms antimusulmans en Inde et en Birmanie, colonisation de la Cisjordanie, etc.

Pourtant, la plupart des organisations ouvrières, syndicats et partis, acceptent de diviser la classe ouvrière mondiale et de se soumettre à leur propre bourgeoisie, en acceptant l'union nationale autour de l'État bourgeois et du gouvernement au service des capitalistes.

L'humanité est confrontée aux risques que lui fait courir le maintien du capitalisme, un mode de production qui a achevé son rôle progressiste. Si le capitalisme est maintenu, l'État fera supporter le remboursement de la dette publique aux producteurs, les capitalistes rembaucheront en diminuant les salaires et/ou en augmentant le temps de travail. Il faut empêcher que la reprise se fasse, comme en 2009-2010, sur le dos des travailleurs.

Les grands problèmes de l'économie, de l'environnement, de la santé ne sont pas nationaux et ne peuvent être résolus dans les limites d'un État. Pour mettre fin aux guerres et aux crises économiques, pour limiter les épidémies, il faut en finir avec le capitalisme et collectiviser l'économie. Cela passe par la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire et d'un parti ouvrier révolutionnaire dans chaque État, l'auto-organisation des masses, la lutte pour la rupture des organisations ouvrières de masse

avec la bourgeoisie qui conduit l'humanité dans la barbarie.

Gratuité des soins ! Des masques, des tests pour tous, des respirateurs en quantité suffisante ! Réquisition sans indemnité des cliniques privées, des groupes pharmaceutiques, des entreprises pouvant produire masques, blouses, respirateurs, tests, médicaments antiviraux... ! Contrôle par les travailleurs de ces productions ! Annulation de tous les brevets sur les équipements médicaux et les traitements antiviraux !

Satisfaction immédiate des revendications des personnels soignants ! Financement des mesures urgentes de santé et de protection sociale par un impôt très progressif sur le revenu, par la fin des subventions au capital, des dépenses militaires, des subventions aux religions !

Interdiction de tout licenciement, maintien de tous les emplois ! Congés pris en charge par l'État pour ceux qui doivent garder leurs enfants !

Aucune expulsion des logements, réquisition des hôtels et des logements inoccupés (pour les malades bénins, les sans-abris, les femmes battues, les familles qui vivent dans des logements surpeuplés ou délabrés...), suspension des loyers des logements d'habitation, des versements aux banques pour les crédits immobiliers ou à la consommation, garantie de nourriture suffisante, d'eau, d'énergie et de communication pour toute la population !

Légalisation immédiate de tous les migrants, forces de répression et armée hors des villes, auto-organisation des travailleurs et des voisins pour contrôler le respect des mesures nécessaires pour arrêter la pandémie !

Coordination de la production d'équipements médicaux et répartition internationale au rythme de la progression de l'épidémie ! Collaboration internationale pour la répartition des moyens et la recherche des vaccins, de traitements antiviraux, de nouveaux antibiotiques !

Contrôle des travailleurs sur l'activité des entreprises et des services essentiels et sur la fermeture des non-essentiels ! Expropriation des groupes capitalistes ! Fin des interventions militaires et fermeture des bases étrangères ! Arrêt de la déforestation, de la destruction des mangroves ou des récifs coralliens, encouragement aux cultures vivrières, limitation de la pêche industrielle et de l'élevage intensif !

Gouvernement ouvrier basé sur les conseils de travailleurs, destruction de l'État bourgeois et dissolution des corps de répression ! Plan de production décidé par la population pour satisfaire les besoins sociaux en ménageant l'environnement et l'avenir de l'humanité ! Fédération socialiste mondiale !

1^{er} mai 2020

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)